

# **Registre des activités de traitements de données personnelles de la Charente**

(Préfecture et SGCD)

Responsable de traitement : la Préfète de la Charente

Coordonnées : [correspondantlocal.donneespersonnelles@charente.gouv.fr](mailto:correspondantlocal.donneespersonnelles@charente.gouv.fr)

Délégué à la protection des données : le délégué ministériel à  
la protection des données

Coordonnées :

M. le délégué ministériel à la protection des données

Ministère de l'intérieur

Place Beauvau, 75800 Paris

[Delegue-protection-donnees@interieur.gouv.fr](mailto:Delegue-protection-donnees@interieur.gouv.fr)

# TABLE DES MATIERES

Activité n°1 : Représentation de l'État.....	4
Activité n°2 : Ordre public et sécurité.....	6
Activité n° 3 : Polices administratives.....	8
Activité 3.1 : Polices administratives relevant du Cabinet.....	8
Activité 3.2 : Polices administratives relevant de la réglementation générale.....	10
Activité n° 4 : Réglementation générale, associations et fondations.....	12
Activité n°5 : Communication.....	14
Activité n° 6 : Sécurité routière.....	15
Activité n° 7 : Actions de sécurité civile et de gestion de crises.....	16
Activité n°8 : Qualité, accueil et performance.....	17
Activité n°8.1 : accueil, standard, gestion du courrier et du parc automobile.....	17
Activité n°8.2:Performance, Qualité et lutte contre la fraude.....	18
Activité 9 : Gestion des ressources humaines.....	19
Activité 10 : Gestion de l'action sociale.....	21
Activité 11 : Santé et médecine de prévention.....	22
Activité 12 Systèmes d'informations et de communication.....	24
Activité 13 Finances, immobilier, logistique.....	26
Activité 14 Étrangers.....	28
Activité 15 Élections.....	30
Activité 16 Coordination des politiques publiques.....	32
Activité 17 Expertise ressources titres.....	34
Activité 18 :Contrôle de légalité et affaires juridiques.....	36
18.1 Contrôle de légalité et affaire juridiques.....	36
18.2 Contrôle Budgétaire.....	38
Activité 19 Politique environnementale.....	40
Activité 20 Versement de subventions.....	42
20.1 : Subventions relevant du bureau de la coordination interministérielle.....	42
20.2 :Subventions versées aux territoires relevant du bureau de l'ingénierie financière.....	43
Activité 21 Politique de la ville et aménagement du territoire hébergement et logement.....	44
21.1 : Relevant du bureau de la coordination interministérielle.....	44
21.2 : Relevant de l'aménagement du territoire et du logement.....	45

## Activité n°1 : Représentation de l'État

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Gestion des affaires réservées
Finalité 2	Traitement et suivi des interventions
Finalité 3	Distinctions honorifiques
Finalité 4	Relations avec les élus du département
Finalité 5	Protocole, déplacements et cérémonies officielles
Finalité 6	Relations avec la société civile (monde économique, associatif, médias, représentants du culte etc.)
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	OUI Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Élus
	Usagers
	Responsables d'organismes publics ou privés
	Membres de la société civile
	Agents de l'Etat
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Données d'identification, coordonnées, justificatifs...
	Photos
	Selon les besoins (dossiers de décorations, relations avec les élus ou les associations...), données dites sensibles : origine raciale ou ethnique, opinions politiques, religieuses, philosophiques ou syndicales, santé, sexualité.
	Éléments relatifs à la vie personnelle
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
	Selon les besoins (dossiers de décorations...) : Infractions et condamnations
	Informations diverses transmises par l'utilisateur
	Historique des demandes et des échanges
<b>Catégories de</b>	

<b>destinataires</b>	
	Services en charge du traitement
	Autres services / autres organismes (autres administrations, services de police et de gendarmerie, gouvernement, Présidence de la république, Grande chancellerie de la légion d'honneur)
	« Personnes concernées »
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	
	5 ans pour les dossiers courants.
	Jusqu'au décès de la personne pour les distinctions honorifiques
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	15/12/23

## Activité n°2 : Ordre public et sécurité

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Manifestations revendicatives sur la voie publique
Finalité 2	Hospitalisation en soins psychiatriques sans consentement
Finalité 3	Gens du voyage
Finalité 4	Enquêtes administratives
Finalité 5	Prévention de la délinquance et de la radicalisation
Finalité 6	Concours de la force publique
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Oui (lutte contre la radicalisation)
<b>Fondements juridiques</b>	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Usagers
	Patients (personnes présentant une menace à l'ordre public)
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Identité, coordonnées personnelles et professionnelles
	Vie personnelle (éléments relatifs à la famille de la personne intéressée)
	Données sensibles : santé (personnes hospitalisées sous contrainte), potentiellement tout type de données sensibles (notamment pour les déclarations de manifestations selon leur objet)
	Données d'infractions et condamnations pénales
	Données de localisation (lieu de déplacement des patients lors des sorties ou programme de soins, itinéraire parcouru pour les manifestations, lieu de stationnement de caravanes)
	Données relatives aux enquêtes (objet de la demande, synthèse de l'enquête, avis rendu)
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Services en charge des traitements et direction du cabinet
	Forces de l'ordre
	Autres administrations (ARS, hôpitaux psychiatriques, mairies, communautés d'agglomération, service départemental d'incendie et de secours) / tribunaux
	Service national des enquêtes administratives de sécurité

<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	12/12/23

**Activité n° 3 : Polices administratives****Activité 3.1 : Polices administratives relevant du Cabinet**

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Vidéo-protection
Finalité 2	Armes
Finalité 3	Débits de boissons et établissements assimilés
Finalité 4	Activités privées de surveillance et de gardiennage
Finalité 5	Polices municipales
Finalité 6	Convoyeurs de fonds
Finalité 7	Sécurité routière(suspension du permis de conduire, commissions médicales, récupération de points, etc.)
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Usagers
	Professionnels
	Polices municipales, collectivités
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles
	Vie professionnelle (nom de l'employeur, SIRET, caractéristiques de l'arme, prestation de serment, n° de carte et date de délivrance pour les détenteurs d'armes, injonction préfectorale et notification de la décision du préfet pour les interdictions de détention d'armes, type de licence et horaire de fermeture pour les débits de boissons)
	Données concernant les débits de boissons (type de licence, horaire de fermeture, fermeture définitive ou cession du fonds de commerce)
	Données sensibles : santé (aptitude médicale pour le port d'armes par les policiers municipaux et les convoyeurs)
	Données relatives aux infractions et aux condamnations
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Services en charge des traitements

	Membres de la commission départementale de vidéoprotection
	Forces de l'ordre, autorité judiciaire
	Autres administrations (ARS, mairies)
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	12/12/23

## Activité n° 3 : Polices administratives

### Activité 3.2 : Polices administratives relevant de la réglementation générale

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Réglementation aérienne
Finalité 2	Gardes particuliers
Finalité 3	Sûreté aéroportuaire et portuaire
Finalité 4	Manifestations sportives
Finalité 5	Chiens dangereux
Finalité 6	Gestion des expulsions locatives : évolution de la situation du locataire tout au long de la procédure d'expulsion locative (octroi du concours de la force publique)
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Usagers
	Professionnels, Huissiers, avocats
	Candidats (activités de garde particulier)
	Propriétaires privés, publics, associations (expulsions locatives)
	Autres services : DDETSPP
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Vie personnelle : situation familiale, composition du foyer, logement occupé, adresse, n° sécurité sociale
	Données d'ordre économique et financier (situation économique-revenus ; montant de la dette locative et autres dettes – dossier Banque de France – du foyer faisant l'objet d'une mesure d'expulsion et rapport d'enquête fait par les services sociaux)
	Données sensibles : parfois données de santé (connaissance des pathologies en cas d'expulsion locative)
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles
	Vie professionnelle : certificat d'aptitude, résultats d'enquêtes administratives –favorable/défavorable- menées comme pour la sûreté aéroportuaire)

	Données sur la manifestation sportive projetée et les activités en lien avec les réglementations aériennes comme survol de drones, lâcher de ballon (date, horaire, parcours ou lieu, nombre de personnes attendues)
	Données relatives aux infractions et aux condamnations
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Services en charge des traitements
	Forces de l'ordre, autorité judiciaire
	Collectivités territoriales (mairies, conseil départemental, autre département)
	Formateurs (chiens dangereux)
	Services internes
	Autres services : SDIS, DDSP, DDGN, DSDEN, fédérations
	Bailleurs ou propriétaires (expulsions locatives)
	Huissiers (expulsions locatives)
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	
	De 1 an à 10 ans
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	07/12/2023

## Activité n° 4 : Réglementation générale, associations et fondations

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Législation funéraire (le RGPD ne concerne pas les personnes décédées)
Finalité 2	Économie : déclarations des foires, vide-greniers et salons, délivrance du titre de maître-restaurateur, délivrance de l'agrément aux sociétés de domiciliation d'entreprise, revendeurs d'objets mobiliers
Finalité 3	Service national (recensement) – Suivi des demandes d'option des jeunes binationaux pour le service national
Finalité 4	Associations
Finalité 5	Fondations
Finalité 6	Tourisme : offices de tourisme, carte de guide conférencier
Finalité 7	Gestion des professions réglementées : Taxis, VTC, fourrières
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
	décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Usagers/ déclarants
	Membres des associations/fondations
	Professionnels (gérants d'entreprises)
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles, CNI
	Vie personnelle (situation familiale, nationalité)
	Vie professionnelle (fonction, poste occupé, types de licences, diplômes obtenus, attestations, éléments contenus dans les CV, tout autre document justifiant du parcours professionnel du demandeur pour obtenir le titre souhaité, domaine d'habilitation, date de la décision administrative)
	Éléments d'ordre économique et financier (SIRET, K-Bis, RIB)
	Données de localisation (adresse de l'évènement)
	Condamnations pénales ou infractions (casier judiciaire pour les opérateurs funéraires)
	Données sensibles : religion, opinions politiques, appartenance syndicale, voire orientation sexuelle (pour les associations et les fondations)
<b>Catégories de destinataires</b>	

	Services internes en charge des traitements
	Forces de l'ordre
	Administrations (mairies, offices du tourisme), Autorité judiciaire
	Représentants des associations et fondations
	Citoyens
	Pompes funèbres, funérariums
	Professionnels
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	07/12/2023

## Activité n°5 : Communication

Cabinet/Service  
départemental  
de la communication  
interministérielle

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Gestion du site internet de la Préfecture
Finalité 2	Gestion des comptes de la préfecture sur les réseaux sociaux
Finalité 3	Communication de crise
Finalité 4	Relations avec la presse
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	OUI Article 6 1 (e) (missions d'information générale du public et de gestion des crises) et (f) ( connaître le lectorat de ses publications pour mieux cibler ses actualités)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
	décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Particuliers
	Professionnels
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Données d'identification, coordonnées
	Vie professionnelle (employeurs) (dans le cadre des relations avec la presse ou si ça a été communiqué dans le formulaire de contact)
	Photos
	Données numériques
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Service communication
	Cabinet du Préfet
	Autres administrations du département
	Ministères (dont cabinets)
	Internautes (pour les publications)
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Oui (réseaux sociaux situés notamment aux États-Unis et en Chine)
<b>Durée de conservation prévue</b>	
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	14/12/23

## Activité n° 6 : Sécurité routière

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Gestion des professions réglementées (dépanneurs routiers, centres de sensibilisation à la sécurité routière, etc.)
Finalité 2	Accidentologie
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	OUI Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Gérants d'entreprises
	Gestionnaires de voiries
	Forces de sécurité intérieure incluant les polices municipales
	Intervenants départementaux de sécurité routières
	Inspecteurs départementaux des permis de conduire
	Auto-écoles
	Membres d'associations
	Assureurs
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Données d'identification, coordonnées, justificatifs...
	Informations d'ordre économique et financiers
	Données concernant des infractions et des condamnations
	Éléments relatifs à la vie personnelle
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Coordinateur départemental de sécurité routière
	Observatoire départemental de sécurité routière (DDT)
	Forces de sécurité intérieure, polices municipales
	Inspecteurs départementaux des permis de conduire
	Agents du Conseil départemental
	Agents des DIR (DIRA et DIRCO)
	Autorités judiciaires
	Personnels des chambres des métiers et de l'artisanat
	Fédérations liées aux dépanneurs
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	12/12/2023

**Activité n° 7 : Actions de sécurité civile et de gestion de crises**

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Annuaire opérationnels
Finalité 2	Dispositifs d'informations et d'alertes
Finalité 3	Agrément des associations
Finalité 4	ERP
Finalité 5	Gestion des habilitations
Finalité 6	Grands rassemblements
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Professionnels
	Membres de conseils et commissions
	Agents des partenaires publics (collectivités territoriales, SDIS, FSI etc.)
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Données d'identification, coordonnées
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
	Éléments d'ordre économique et financier
	Données sur les grands rassemblements projetés (date, horaire, lieu, nombre de personnes attendues)
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Agents du SIDPC
	Corps préfectoral
	Autres administrations (SDIS, forces de l'ordre, communes etc.)
	Ministère de l'intérieur (DGSCGC)
	Personnes concernées
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	12/12/23

## Activité n°8 : Qualité, accueil et performance

### Activité n°8.1 : accueil, standard, gestion du courrier et du parc automobile

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Organisation de l'accueil (plannings, annuaires, points d'accueil numérique, standard)
Finalité 2	Suivi de l'activité
Finalité 4	Orientation des demandes des usagers
Finalité 5	Indication aux agents des emplacements de stationnements parking
Finalité 6	Gestion du courrier
Finalité 7	Gestion du parc automobile
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui 6 1(f) qualité du fonctionnement des services
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Usagers
	Agents
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Données d'identification, coordonnées
	Éléments relatifs à la vie personnelle
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
	Statistiques
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Services en charge des traitements
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	05/12/2023

## Activité n°8 : Qualité, accueil et performance

### Activité n°8.2:Performance, Qualité et lutte contre la fraude

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Recensement des appels téléphoniques des agents de la Préfecture
Finalité 2	Suivi de la comptabilité des titres sécurisés
Finalité 3	Recensement des habilitations informatiques des applications installées
Finalité 4	Recensement des cachets détenus par les services
Finalité 5	Analyse et gestion des dossiers de fraude
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui 6 1(f)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Usagers
	Agents
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Données d'identification, coordonnées
	Éléments relatifs à la vie personnelle
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
	Statistiques
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Services en charge des traitements Autorités judiciaires Autres administrations Ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/12/23

## Activité 9 : Gestion des ressources humaines

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Processus de recrutement des contractuels, des apprentis, des stagiaires et des personnels en service civique
Finalité 2	Gestion administrative des agents
Finalité 3	Gestion de la campagne des entretiens annuels professionnels
Finalité 4	Gestion des avancements et des mobilités
Finalité 5	Entretiens menés par le conseiller mobilité carrière
Finalité 6	Suivi des absences
Finalité 7	Gestion de la paye (traitements, primes, astreintes, GIPA, remboursement domicile travail, etc.)
Finalité 8	Mise en œuvre de la formation des agents (besoins en formation et formations suivies, suivi du compte personnel de formation, etc.)
Finalité 9	Organisation des élections professionnelles
Finalité 10	Gestion du temps de travail (temps partiel, interventions, heures supplémentaires, etc.) et organisation du travail
Finalité 11	Gestion relative aux demandes des comptes épargne temps des agents
Finalité 12	Gestion du dispositif de télétravail
Finalité 13	Pilotage de la masse salariale, suivi des effectifs et réalisation de statistiques
Finalité 14	Mise en œuvre du dialogue social
Finalité 15	Gestion des procédures disciplinaires
Finalité 16	Gestion du contentieux
Finalité 17	Gestion des agents partant à la retraite
Finalité 18	Gestion et diffusion des plannings de présence, d'organigrammes
Finalité 19	Recrutement des délégués du préfet
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui Article 6 (1) c le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle la préfecture est soumise, notamment : - Décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié (droits/obligations/gestion des contractuels) - Décret n°2007-1470 du 15 octobre 2007 (formation) - Décret n° 2009-1065 du 28 août 2009 (CET) - Décret n° 2016-151 du 11 février 2016 modifié relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature - Décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 (comités sociaux d'administration) - Décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 (compte personnel de formation) Pour les autres finalités, la base juridique est l'article 6 (1) f du RGPD : le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par la préfecture (gérer les moyens humains nécessaires à la réalisation de ses missions)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Candidats à un poste de contractuel

	Agents titulaires et contractuels
	Volontaires en service civique
	Membres de la famille d'un agent ou autre personne à contacter
	Stagiaires et apprentis
	Prestataires de service (formation)
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles, photos
	Vie personnelle et justificatifs (situation familiale)
	Vie professionnelle (éléments contenus dans le CV, poste occupé, position administrative, formations suivies et besoins exprimés, appréciation de l'agent et souhait éventuel de mobilité, dates des différents congés, des absences, dates de départ, jours de télétravail, nom du prestataire de service etc.)
	Éléments d'ordre économique et financier (RIB, avis d'imposition, bulletins de paie, rémunération versée dont montant des primes, heures supplémentaires, imputations budgétaires, etc.)
	Présence et discipline : aperçu des présences, motifs des absences, mesures disciplinaires
	Éléments contenus dans le dossier de contentieux
	Données sensibles : appartenance syndicale, santé, religion (selon le droit du travail)
	NIR (selon le droit social)
	Pour les délégués du préfet : affectation territoriale, convention signée, date de prise de fonction, date de fin
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Services en charge des traitements
	Représentants du personnel
	Agents du Ministère (DRH)
	Agents de la direction régionale des finances publiques
	Personnes concernées
	Hiérarchie de l'agent
	Prestataires de service
	Directions départementales interministérielles
	DINUM (annuaire Maia)
	La Caisse des dépôts et consignations (comptes formation)
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	6/12/2023

## Activité 10 : Gestion de l'action sociale

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Organisation de l'évènement annuel « arbre de Noël »
Finalité 2	Versement de prestations sociales et diverses aides
Finalité 3	Gestion des actions d'initiative locale
Finalité 4	Gestion et suivi de la dotation handicap
Finalité 5	Gestion des offres et des aides aux loisirs
Finalité 6	Attribution de logements – contingent préfectoral
Finalité 7	Restauration collective
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui Article 6 (1) f: le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par la préfecture (en référence à l'article L731-1 et suivants du Code général de la fonction publique relatif à l'action sociale)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Agents
	Membres de la famille de l'agent
	Prestataires externes
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Coordonnées personnelles et professionnelles
	Vie personnelle (situation familiale, composition du foyer, date de naissance des enfants, livret de famille)
	Vie professionnelle (statut, catégorie, ministère d'appartenance, grade, corps, dénomination sociale du fournisseur)
	Informations d'ordre économique et financier (ressources financières, RIB, avis d'imposition, attestation de versement d'allocations familiales, décision de versement par la préfecture avec montant, indice majoré)
	Données sensibles selon les dossiers : santé (handicap) et justificatifs (décisions MDPH)
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Service d'action sociale
	Le service en charge des finances pour le paiement
	DRFIP
	Prestataires de services participant à la réalisation des actions sociales (loisirs, restauration)
	Bailleurs
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	NON
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	5 ans
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	6/12/2023

## Activité 11 : Santé et médecine de prévention

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Gestion des accidents de travail
Finalité 2	Gestion des visites médicales
Finalité 3	Instructions sur les aménagements de poste
Finalité 4	Suivi de la santé au travail – risques psychosociaux (préparation des dossiers pour la cellule de veille)
Finalité 5	Suivi des agents en congé longue maladie, en congé longue durée, en temps partiel thérapeutique, etc.
Finalité 6	Suivi des vaccinations
Finalité 7	Suivi du recensement des agents reconnus travailleurs handicapés
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui Article 6 (1) c du RGPD – le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle la préfecture est soumise.
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
	Notamment : Décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié (droits/obligations/gestion des contractuels)
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Agents
	Équipe médicale
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Données d'identification, coordonnées
	Vie personnelle
	Vie professionnelle (grade, carrière, date d'entrée dans l'administration, etc.)
	Données de localisation (secteur géographique de compétence du médecin)
	Informations d'ordre économique et financier (taux de rémunération, RIB)
	Données sensibles : santé (état de santé, RQTH, récapitulatif des arrêts de travail, date accident, date arrêt, rechute, date rapport, date arrêté, date reprise, date de consolidation, avis du médecin de prévention ou de la commission de réforme, soins dispensés, et justificatifs, certificats médicaux, etc.)
	NIR
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Services en charge du traitement
	Médecin de prévention
	Membre du conseil médical
	Médecin expert agréé
	Membres du comité social
	Assistante sociale
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non

<b>Durée de conservation prévue</b>	
	Données du dossier individuel conservées selon les durées prévues à l'arrêté du 21 décembre 2012 relatif à la composition du dossier individuel des agents publics géré sur support électronique
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	6/12/2023

## Activité 12 Systèmes d'informations et de communication

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Gestion des annuaires téléphoniques et numériques
Finalité 2	Gestion de la messagerie électronique professionnelle et des listes de diffusion
Finalité 3	Gestion de la téléphonie (fixe et mobile)
Finalité 4	Gestion des comptes Orion – suivi de l'accès à Internet
Finalité 5	Recensement des habilitations informatiques des applications installées en préfecture et en sous-préfectures
Finalité 6	Inventaire des matériels informatiques et télécoms mis à la disposition des agents
Finalité 7	Gestion des demandes support utilisateur
Finalité 8	Gestion de l'annuaire intégré aux copieurs
Finalité 9	Tenue du registre de récépissé de délivrance des cartes agents
Finalité 10	Générer des statistiques et des rapports liés à l'utilisation du téléphone par les usagers de la préfecture
Finalité 11	Organisation des astreintes techniques au SIDSIC
Finalité 12	Gérer les contacts techniques des sous-traitants du SIDSIC
Finalité 13	Gestion de la vidéo surveillance des bâtiments de la préfecture
Finalité 14	Gestion du contrôle d'accès aux bâtiments
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui Article 6 (1) f du RGPD – fourniture des moyens numériques nécessaires à l'activité des agents de la préfecture
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Agents
	Professionnels (Sous-traitants, autres administrations)
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Données d'identification (dont RIO, matricule), coordonnées professionnelles (mail, n° de téléphone, adresse postale)
	Vie professionnelle (fonction, affectation, habilitations professionnelles, profil métier, grade, service d'appartenance)
	Images vidéo
	Données sur les matériels (numéro de série, N° carte sim, code puk, Imei etc.)
	Journal des communications entrantes et sortantes ; données de connexion (date et heure de connexion, sites et pages internet visités, mots de passe, journaux Windows ou logiciel libre)

	Données sur les incidents remontés au SIDSIC (objet, date de survenance, n° ticket, résolution du problème)
	Données sur les habilitations : droits d'accès aux serveurs
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Service en charge du traitement
	Hiérarchie
	DDI (mutualisation des moyens informatiques au SGCD)
	Ministère de l'intérieur
	Sous-traitants
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	
	Temps de présence des agents dans la structure. Durée des contrats avec les prestataires. Images vidéosurveillance conservées 30 jours
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	30/11/23

## Activité 13 Finances, immobilier, logistique

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Délivrance des cartes achats et gestion de la dépense
Finalité 2	Gestion des habilitations CHORUS
Finalité 3	Remboursement des frais de déplacements
Finalité 4	Tableau de suivi des recettes
Finalité 5	Tenue du registre des visiteurs et des entreprises réalisant une prestation dans le bâtiment
Finalité 6	Suivi des contrats et marchés
Finalité 7	Recensement et suivi des travaux – maintenance des appareils
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui Article 6 1 (b) et (f) du règlement européen 2016/679
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	Code de la commande publique
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Membres du corps préfectorales et agents
	Visiteurs
	Professionnels (Sous-traitants et salariés intervenant sur le bâtiment)
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Données d'identification, coordonnées professionnelles
	Vie professionnelle (nom de l'entreprise ; administration d'affectation/direction/fonction ; matricule)
	Éléments d'ordre économique et financier (pour la carte achat : n° de carte, plafond annuel autorisé, plafond par opération, solde annuel et mensuel ; RIB ; K-Bis ; attestations fiscales des entreprises).
	Données du véhicule de l'agent (immatriculation, type de véhicule)
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Service interne
	Banque
	AIFE
	Prestataires
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	
<b>Mesures de sécurité</b>	

	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/12/23

## Activité 14 Étrangers

DCL/ Bureau des migrations et de l'intégration

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Suivi des accords – titres de séjour
Finalité 2	Suivi des refus de séjour, mesures d'éloignement, décision restrictives de liberté (placement en CRA, assignation à résidence)
Finalité 3	Suivi des étrangers incarcérés
Finalité 4	Suivi des contentieux
Finalité 5	Suivi des demandes d'asile
Finalité 6	Suivi des naturalisations
Finalité 7	Traitement des signalements lutte contre la fraude et trouble à l'ordre public
Finalité 8	Recensement et suivi des mineurs non accompagnés
<b>Bases de licéité</b>	Oui Article 6 1 (e)
RGPD	Non
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	
<b>Fondements juridiques</b>	Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
<b>Catégories de personnes concernées</b>	Usagers et membres de sa famille (ou personne l'hébergeant)
	Élus ou membres d'association étant intervenu sur le dossier d'un étranger
	Professionnels (avocats)
<b>Catégories de données traitées</b>	Données d'identification (dont n° AGDREF, n° OFPRA, n° PRENAT), coordonnées personnelles et professionnelles, pièces justificatives (photocopie passeport, visa, titre de séjour, justificatif de domicile). Date de fin de validité titre de séjour ou passeport
	Photo d'identité ; empreintes digitales
	Vie personnelle (date et lieu de naissance, nationalité, situation familiale, composition du foyer)
	Vie professionnelle (employeur, profession exercée, nom de l'avocat)
	Éléments d'ordre économique et financier (salaire perçu, autres ressources ; avis d'imposition)
	Date et nature d'une décision administrative (refus de séjour, OQTF, assignation à résidence)
	Infractions et condamnations (B2, casier judiciaire étranger) ; comportement de l'étranger au regard de l'ordre public ; date de remise en liberté
	Données sensibles : suivi donné par l'OFII
	Éléments juridictionnels (juridiction, n° de recours, décision de la juridiction rendue, montant des condamnations et des frais irrépétibles)

	Données de localisation (lieu d’incarcération de l’étranger détenu ; centre de rétention administratif où l’étranger est placé ; adresse du centre d’accueil pour demandeur d’asile)
<b>Catégories de destinataires</b>	Service interne
	Référent fraude
	Autres préfectures
	Ministère de l’intérieur (Direction générale des étrangers en France)
	Autorité judiciaire (procureur de la république ; juridictions administratives)
	Autres administrations et assimilées (OFII, administration pénitentiaire, Assurance maladie, consulats de France, départements-aide sociale à l’enfance, autres collectivités territoriales, tribunal administratif, cour administrative d’appel).
	Forces de l’ordre (gendarmerie, police aux frontières, direction départementale de la sécurité publique)
	Avocats
	Personnes concernées
	Consulats étrangers
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	Selon le CESEDA
<b>Mesures de sécurité</b>	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	07/12/23

## Activité 15 Élections

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Tenue de la liste des délégués pour les élections
Finalité 2	Rémunération des personnels affectés aux travaux des élections
Finalité 3	Tenue du listing des officiers de police judiciaire habilités à signer les procès-verbaux des élections
Finalité 4	Recueil et instruction des candidatures
Finalité 5	Tenue de la liste électorale (établissement et révision)
Finalité 6	Mise sous pli des documents de propagande électorale
Finalité 7	Composition des bureaux de vote
Finalité 8	Remboursement des frais de campagne
Finalité 9	Délivrance de la carte de maire
Finalité 10	Suivi de la composition des conseils municipaux (dont suivi des démissions de maires, adjoints et présidents d'EPCI)
Finalité 11	Versement de l'indemnité forfaitaire aux grands électeurs (élections sénatoriales)
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui Article 6 1 (c) et (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements  Décret n° 2014-1479 du 9 décembre 2014 relatif à la mise en œuvre de deux traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « Application élection » et « Répertoire national des élus »
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Candidats et élus
	Agents
	Délégués pour les commissions de contrôle des listes électorales
	Membres des bureaux de vote
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Données d'identification (Etat-civil, date et lieu de naissance), coordonnées personnelles et professionnelles (courriel, téléphone et adresse postale)
	Vie professionnelle (profession, fonction, affectation, grade ; n° immatriculation des fonctionnaires en charge de l'organisation logistique des journées électorales ; demande du code CSP pour

	vérifier les conditions d'éligibilité)
	Infractions et condamnations (B2)
	Données sensibles : opinions politiques (nuance)
	Éléments d'ordre économique et financier (RIB ; montant de l'indemnité)
	Données de localisation (bureaux de vote ; commune du mandat exercé ; ancienne affectation et commune de désignation pour les délégués)
	NIR
	Durée des mandats ; heures travaillées
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Service interne, Cabinet du Préfet
	Mairies
	Ministère de l'Intérieur (DMATES)
	Prestataire (pour la mise sous pli de la propagande électorale ; routeur)
	Partis politiques
	Usagers
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	
	Selon textes cités
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	07/12/2023

## Activité 16 Coordination des politiques publiques

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Tenue et publication du Recueil des actes administratifs
Finalité 2	Suivi de la composition des commissions consultatives ou décisionnelles créées par le Préfet, permettre des contacts aisés pour les convocations, listes d'émargement, renouvellements (exemple commission départementale d'aménagement commercial) etc.
Finalité 3	Habilitation de bureaux d'études pour la réalisation des études d'impact des dossiers de demande d'autorisation d'exploitation commerciale et/ou de l'établissement des certificats de conformité
Finalité 4	Suivi des délégations de signature du Préfet aux membres du corps préfectoral et agents
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui Article 61 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Membres des commissions
	Usagers
	Élus
	Professionnels
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Données d'identification (potentiellement tout type de données personnelles de cette catégorie au regard de la diversité des actes publiés au RAA, telles que état civil, signature manuscrite, nom d'une société), coordonnées personnelles et professionnelles (adresse de courriel)
	Vie professionnelle (Potentiellement tout type de données personnelles de cette catégorie au regard de la diversité des actes publiés au RAA, telles que la communication par l'utilisateur de documents justifiant son parcours professionnel pour obtenir le titre ou l'agrément souhaité (copie des diplômes). La publication d'un agrément est une catégorie d'actes publiés au RAA parmi tant d'autres ; raison sociale, siège social ; grade et fonctions exercées
	Champ matériel de la délégation de signature
	Données sensibles : par exemple appartenance syndicale (liste

	des conseillers du salarié : donnée sensible rendue publique par l'intéressé).
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Service en charge des traitements
	Corps préfectoral
	Professionnels d'un secteur d'activité (par exemple pour la commission départementale d'aménagement commercial)
	Citoyens (lecture du RAA sur internet)
	Agents de DDI
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	
	Finalité 1 : pendant la validité
	Finalité 2 : 5 ans
	Finalité 3 : 5 ans
	Finalité 4 : 5 ans
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	13/12/23

## Activité 17 Expertise ressources titres

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Gestion des habilitations des agents du CERT et des mairies
Finalité 2	Coordonnées des interlocuteurs du CERT
Finalité 3	Suivi de l'activité (production de titres et actions réalisées par les agents)
Finalité 4	Suivi du contrôle interne (notamment par des contrôles aléatoires)
Finalité 5	Lutte contre la fraude interne et externe
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Oui
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Agents
	Usagers (dont ceux suspectés de fraude)
	Partenaires publics (collectivités territoriales, )
	Services internes
	Autres services (RFD, directions centrales du MI, autres CERT, DZPAF)
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Éléments d'identification (dont prénom des agents) coordonnées professionnelles
	Vie professionnelle (matricule, fonction, profil attribué, bureau d'affectation, formations suivies)
	Type de dossiers, motif des refus
	Données relatives aux titres (type, numéro, état civil des usagers)
	Données relatives aux infractions et condamnations (antécédents judiciaires)
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Service en charge des traitements, référent fraude départemental
	Parquet, tribunal judiciaire (pour les fraudes)
	Services de police et de gendarmerie
	Mairies
	Autres services : CERT 47, directions centrales, Consulats de France

<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	
	10 ans
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	07/12/2023

## Activité 18 :Contrôle de légalité et affaires juridiques

### 18.1 Contrôle de légalité et affaire juridiques

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Suivi des contentieux (hors étrangers)
Finalité 2	Exercice du contrôle budgétaire
Finalité 3	Suivi des dotations par collectivité
Finalité 4	Suivi des dossiers d'urbanisme (ex : liste des membres de la commission de conciliation)
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Agents
	Usagers
	Élus locaux
	Avocats
	Professionnels (ex : architectes, géomètres, notaires pour les demandes d'autorisation d'urbanisme)
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Données d'état civil (ça peut être les initiales de l'agent qui traite un dossier) et coordonnées (personnes concernées par les actes soumis au contrôle de légalité) Données sur la vie professionnelle (agents de la fonction publique territoriale, avocat, dirigeant de société) Données sur la vie personnelle Éléments d'ordre économique et financier (rémunération, régime indemnitaire au titre des mandats électoraux, RIB)
	Éléments d'ordre juridictionnel : n° de recours, juridiction concernée, sens et date de la décision du tribunal, montant des condamnations et des frais irrépétibles
	Potentiellement tout type de données sensibles pour les contentieux.
	N° d'actes dans télérecours
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Service en charge des traitements
	Juridictions administratives
	Élus
	Personnes qualifiées
<b>Existence de transferts de données</b>	

<b>hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	Le temps nécessaire aux procédures
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	15/11/2023

# Activité 18 : Contrôle de légalité et affaires juridiques

## 18.2 Contrôle Budgétaire

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Suivi des contentieux (hors étrangers)
Finalité 2	Exercice du contrôle budgétaire
Finalité 3	Permettre le suivi des dotations par collectivité
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Élus locaux
	Autorité préfectorale
	Chambre régionale des comptes
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Données : nom collectivités ; adresse ; montant ; acte contesté
	Eléments d'ordre juridictionnel : n° de recours, juridiction concernée, sens et date de la décision du tribunal, montant des condamnations et des frais irrépétibles
	Potentiellement tout type de données sensibles pour les contentieux.
	N° d'actes dans télérecours
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Service en charge des traitements
	Juridictions administratives
	Élus
	Personnes qualifiées
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	

<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	07/12/2023

## Activité 19 Politique environnementale

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Suivi des personnes exerçant la fonction de commissaire enquêteur (ex : recensement sur la liste d'aptitude et assurer une communication avec eux)
Finalité 2	Organisation des enquêtes publiques
Finalité 3	Réunion des commissions environnementales (convocations)
Finalité 4	Agrément des associations pour l'environnement
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Exploitants d'établissements relevant de la législation liée à l'environnement
	Professionnels (commissaires enquêteurs, représentants d'associations et de divers organismes)
	Usagers (citoyens)
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Données d'identification, coordonnées postales et téléphoniques, justificatifs (CNI)
	Vie professionnelle (profession exercée, fonction, date de fin de fonction, nombre d'enquêtes réalisées et de formations suivies sur les deux dernières années pour le candidat à la liste des commissaires enquêteurs), pièces justificatives (documents justifiant du parcours professionnel pour obtenir le titre souhaité - copie des diplômes)
	Mandat (date de fin de fonction)
	Observations du public
	Infractions et condamnations (B2 pour la fonction de commissaire enquêteur)
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Service en charge des traitements ; préfectures des départements limitrophes (liste des commissaires enquêteurs)
	Membres des commissions

	Collectivités territoriales du département
	Cours et tribunaux administratifs
	Autres services de l'Etat (DDI)
	Pétitionnaires
	Usagers
	Commissaires enquêteurs
	Associations
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	
	Finalité 2: 10 ans à compter de la cessation d'activité pour les ICPE, 5 ans à compter de la DUP ou 10 en cas de prorogation, 5 ans pour les PC parcs photovoltaïques
	Finalité 3: jusqu'au prochain renouvellement pour la composition, 5 ans pour les convocations
	Finalité 4 : 1 an à compter de la fin de validité de l'agrément ou de l'habilitation
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	11/12/23

## Activité 20 Versement de subventions

### 20.1 : Subventions relevant du bureau de la coordination interministérielle

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Suivi des subventions versées aux territoires / aux entreprises / aux associations
Finalité 2	Contacteur les porteurs de projets
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Responsables ou contacts au sein des structures demandeuses
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Données d'identification, coordonnées postales et téléphoniques
	Montant de la subvention
	RIB du porteur de projet
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Service en charge des traitements
	Direction en charge des finances (pour le versement)
	Collectivités territoriales du département
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	
	10 Ans
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	7/12/2023

## Activité 20 Versement de subventions

### 20.2 :Subventions versées aux territoires relevant du bureau de l'ingénierie financière

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Suivi des subventions versées aux territoires
Finalité 2	Contacteur les porteurs de projets
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Responsables ou contacts au sein des structures demandeuses
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Données d'identification, coordonnées postales et téléphoniques
	Montant de la subvention
	RIB du porteur de projet
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Service en charge des traitements : SGAR, préfecture de région, ministère de l'Intérieur
	Direction en charge des finances (pour le versement)
	Collectivités territoriales du département, région
	Direction départementale interministérielle
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
<b>Date de dernière mise à jour</b>	07/12/2023

## Activité 21 Politique de la ville et aménagement du territoire hébergement et logement

### 21.1 : Relevant du bureau de la coordination interministérielle

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Conseils citoyens (composition)
Finalité 2	Suivi des conventions conclues –dispositif des adultes relais
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Agents
	Usagers
	Partenaires (collectivités)
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Données d'état civil et coordonnées postales et téléphoniques
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Service interne ; délégué du préfet
	Personnes concernées
	Comité des financeurs (région, DDI, chambres consulaires etc.)
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	
	Finalité 1 : jusqu'au prochain renouvellement
	Finalité 2 : 10 ans
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	07/12/23

## Activité 21 : Politique de la ville et aménagement du territoire, hébergement et logement

### 21.2 : Relevant de l'aménagement du territoire et du logement

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Tenue de diverses commissions – DETR : fiches individuelles de synthèse ; rédaction de compte-rendu ; coordonnées élus (nom, mandat) ; relevé de décision de la commission des élus
Finalité 2	Versement de certaines indemnités (dotation logement instituteur)
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Agents
	Collectivités bénéficiaires
<b>Catégories de données traitées</b>	
	Vie personnelle : situation familiale, composition du foyer, logement occupé, coordonnées postales (indemnité logement)
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Service interne ; préfecture de région, sous-préfecture
	Personnes concernées : élus, porteurs de projet
	Conseil départemental ; Directions départementales de l'État
	Comité des financeurs (région, DDI, chambres consulaires, etc.)
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	
	10 ans
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM
Date de dernière mise à jour	07/12/23